

●●●

Le second collège comprend les étudiants inscrits dans l'ancien système. Ces enfants de l'Algérie éternelle, à qui on est tout prêt à reprocher d'avoir contracté la gale, sont abandonnés à leur triste sort. Ils sont éjectés des préoccupations des décideurs y compris dans l'octroi de bourses de post-graduation (qui sont attribuées exclusivement ces dernières années aux titulaires de licences et masters). N'est-ce pas une injustice criante qui est commise quand on sait que de ce lot émergent des étudiants très méritants qui aspirent à approfondir leurs études en préparant des thèses de doctorat ?

En vérité, les textes qui sont sortis ces derniers temps portant sur le gel d'ouverture des masters ainsi que la mouture relevée dans le décret présidentiel sus-cité ne sont en fait qu'une suite logique de cette volonté de sacrifier des générations de cadres, pour seulement assouvir les désirs politiques

de quelques politiciens de bas étage.

2/ Dans le troisième cycle (post-graduation), la situation n'est guère plus reluisante. Jugez-en : l'université compte actuellement 3 formes de doctorat : le doctorat d'Etat, le doctorat nouveau régime et le doctorat 3^e cycle (spécialement pour les inscrits en LMD). Dans ces trois formes, les situations relevées par les inscrits ou leurs encadreurs sont burlesques.

La cacophonie est générale. La gestion des cas et des questions soulevées se fait au jour le jour. Il n'y a ni moyen terme, ni *Sidi Zekri*. Cette *tchekchouka* indigeste est une copie conforme des équivalences remises en cause aussi bien par les étudiants en ingénierie que ceux inscrits en magistère. Par contre, les inscrits en doctorat formulent cette gentille question à l'adresse du ministre : par quelle baguette magique les doctorants qui ont de la peine à faire aboutir leurs travaux pendant 10 années pourraient le faire aujourd'hui en trois

ans ? Il est utile que les stratégies de cette architecture unique au monde (l'Algérie a l'habitude de se singulariser dans l'idiotie) proposent aux uns et aux autres des recettes magiques avant que le vent de contestation ne touche ce dernier maillon de la chaîne.

Ces indicateurs ne sont d'ailleurs pris qu'à titre illustratif, car on peut aisément en faire des développements sur des centaines de pages pour mettre à nu ces échecs répétés d'une politique désastreuse qui, le moins que l'on puisse dire, est qu'elle a été menée en autarcie, parfois à contre-courant des synthèses faites par les connaisseurs tant au niveau des collèges et lycées qu'à celui des universités. Le problème est que la facture est lourde.

L'Etat consent beaucoup d'argent, mais les résultats sont à l'inverse de ceux souhaités. A ce titre, ceux qui disent que les diplômes des années 1970 reflètent un niveau nettement supérieur à ceux d'aujourd'hui (40 ans après avec des budgets rela-

tifs beaucoup plus conséquents) sont-ils dans l'erreur ? Nous laissons le soin à chacun(e) de répondre à cette question et méditer ces repères travestis et pollués par des concepts tels l'école fondamentale, la démocratisation de l'enseignement, les places pédagogiques, etc. Aujourd'hui, on veut opposer deux catégories d'étudiants : les inscrits du LMD aux autres étudiants, comme hier on a essayé d'opposer les arabisés aux francisés.

Ce sont les facettes d'une même médaille qui s'appelle gestion par l'absurde.

Notre jeunesse, qui croit malgré tout aux études, doit se hisser aux aspirations de l'heure et doit se sentir concernée par cette demande de changement d'hommes et de méthodes de gestion où la planification, la concertation, la transparence, la non-exclusion, l'encouragement de la pratique démocratique par la participation de la base aux questions sensibles, l'organisation du travail avec échanciers, l'établissement de

règles admises par tous et enfin la présentation et la discussion des bilans de gestion sont autant d'éléments qui peuvent être revendiqués à juste titre. Leur prise en compte aujourd'hui ou demain sont de nature à redonner espoir à ces milliers de jeunes qui ont perdu confiance en leur pays, qui, paradoxalement, est l'un des rares au monde à pouvoir satisfaire leurs besoins, si bien évidemment, une gouvernance effective au service du pays se met en place. S'il n'est pas interdit de rêver en des lendemains meilleurs qui passent par une éducation bien assise et de qualité, il serait plus indiqué de croire que les changements font suite à une volonté de l'homme, qui doit forcer le destin pour aspirer à mieux.

La conviction et la volonté de faire font voler en éclats les obstacles de toutes sortes et font barrage aux pratiques séculaires héritées de l'âge de la pierre.

D. B.

* Universitaire, Alger

Sarkozy veut un débat sur l'islam en France

Par Fayçal Megherbi(*)

Lors de son passage, samedi 19 février 2011, au Salon de l'agriculture, le président français, Nicolas Sarkozy, évoque le débat sur la place de l'islam en France. Ce débat est-il utile dans le contexte politique actuel ?

Pendant que les peuples du monde arabe, du Maghreb au Machrek, se lèvent et protestent pour réclamer plus de libertés et de droits à leurs gouvernants et, après les scandales à répétition dans le gouvernement français avec un voyage imprudent en Tunisie de la ministre d'Etat chargée des Affaires étrangères, Michèle Alliot-Marie, le conflit d'intérêt opéré et acté entre un proche de l'ancien président Ben Ali et le père de cette ministre, le manque de politesse et de diplomatie d'un ambassadeur, fraîchement nommé en Tunisie, devant des journalistes, le président français décide, dans le souci de remédier à tous ces événements et déceptions, d'ouvrir un débat sur l'islam en France !

L'islam, une carte politique gagnante pour certaine idéologie nauséabonde. Le président français, en campagne électorale, soutient la réflexion de son parti politique, l'Union pour un mouvement populaire (UMP), à œuvrer sur le terrain du Front national.

Cette nouvelle initiative étonne. Il est vrai que la France prépare les élections cantonales, pour le mois de mars prochain mais la démarche ressemble curieusement à celle des élections régionales de 2010. Pour préparer les dernières élections, le gouvernement et son président avaient lancé un débat national sur



Photo: DR

«l'identité nationale». C'était le fiasco politique qui devait, à l'époque, être évité et qui a conduit la perte, lors de ce vote, par la droite de certaines régions.

Quelle stratégie du président Sarkozy pour briger un deuxième mandat en 2012 ?

Le 10 décembre 2010, lors d'un meeting à Lyon, Marine Le Pen avait provoqué un tollé pour avoir comparé les prières musulmanes dans les rues à l'Occupation.

Elle fait, aujourd'hui, l'objet de poursuites pénales car ces propos constituaient le délit de la provocation à la discrimination, à la haine ou à la violence à l'égard d'une personne ou d'un groupe de personnes à raison de leur appartenance ou de leur non-appartenance à une religion déterminée, prévu et réprimé par l'article 24-8 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse. Le parti du prési-

dent, réitère et contribue finalement à maintenir le parti de l'extrême droite à une hauteur très élevée dans les estimations de vote.

La «cote d'alerte» a en effet été franchie avec un sondage qui donne 20% d'intentions de vote à la présidente du Front national, Marine Le Pen, au premier tour de l'élection présidentielle en France en 2012.

Le président-candidat aux présidentielles de 2012 divise dans ses discours ; celui du 30 juillet 2010 à Grenoble sur l'expulsion des Roms du territoire français et la déchéance de la nationalité française a créé une polémique au sommet de la Commission européenne ; dernièrement, il a créé un mouvement de protestation sans précédent dans le corps de la magistrature dans une affaire qui relève du fait divers ; après cela, il enchaîne immédiatement en se mettant à dos la diplomatie mexicaine dans une affaire judiciaire rele-

vant de la souveraineté d'un Etat indépendant. Le samedi 19 février 2011, il a dressé un parallèle entre la campagne de communication de France nature environnement (FNE), qui a mis en scène de manière provocante les excès présumés de l'agriculture intensive et la réflexion lancée par l'UMP sur l'islam et la laïcité

Ce débat voulu sur l'islam ferait attiser les haines en stigmatisant un groupe de personnes en raison de sa religion. Un sujet porteur de peurs qui vise à rechercher des boucs émissaires.

La France a-t-elle vraiment besoin de cette nouvelle tentative de division entre ces citoyens avant 2012 ? Sarkozy n'a-t-il pas d'autres sujets qui pourraient rassembler et qui rendraient la campagne présidentielle plus passionnante ?

Où sont-ils les fondateurs des siècles des Lumières qui ont lutté contre le fanatisme et les préjugés moraux ? L'influence de leurs écrits a été déterminante dans les grands événements de la fin du XVIII^e siècle que sont la Déclaration d'indépendance des Etats-Unis et la Révolution française. Ces mauvais sujets de campagne ont, en définitive, été largués dans le débat politique français. Nicolas Sarkozy, qui finit son mandat avec un bilan très négatif sur les plans économique, politique et social, essaye, encore une fois, de séduire l'électorat de l'extrême droite... Mais finalement à quel prix !

F. M.

Le Point du 19 février 2011, «Sarkozy évoque le débat sur l'islam au Salon de l'agriculture».

(*) Enseignant à l'Université Paris II Assas.

megherbifaycal@gmail.com